Bulletin d'informations
2001/1

InFocus Programme sur la Sécurité Economique-Sociale

Pour une justice équitable - une sécurité élémentaire pour tous

Rétablissement de la sécurité en Indonésie

En Indonésie, la vie quotidienne est faite d'insécurités liées aux troubles politiques. Des manifestations quasi-quotidiennes ont lieu dans de multiples villes du pays, notamment à Djakarta, et la violence menace presque partout. Les responsables politiques et les agences internationales sont toujours à la recherche de mesures susceptibles de ramener la stabilité et la sécurité économique mises à mal après la crise de 1997.

Nous nous félicitons de mener dans ce pays un vaste projet conduit par une équipe d'éminents spécialistes travaillant sur divers aspects de la crise. L'examen complet des politiques sociales et du travail devrait déboucher sur des recommandations préconisant des réformes politiques et institutionnelles en vue d'élaborer une stratégie de promotion du «travail décent» fondée sur un renforcement de la sécurité socio-économique. Le programme a pour objectif d'aider l'UNSFIR (United Nations Structural Facility for Indonesian Recovery) et le PNUD à élaborer un *livre blanc* sur la réforme de la politique sociale à l'intention du gouvernement.

Au moment de rédiger ce bulletin d'information, l'enquête sur la flexibilité et la sécurité du travail dans les entreprises indonésiennes était presque achevée; des données ont déjà été collectées sur les pratiques liées à l'emploi et à divers autres aspects de la production dans plus de 1500 entreprises. L'étude s'intéresse aux besoins des travailleurs et des employeurs dans le cadre de l'adaptation des entreprises indonésiennes à la restructuration. Sur le terrain, l'enquête sur la sécurité des personnes couvrant plus de 3 000 ménages, est en cours de réalisation; elle se concentre sur les perceptions et les préoccupations des personnes, sur leur besoin d'assistance notamment de la part des pouvoirs publics, et sur l'impact des programmes «de filet de sécurité sociale». Des évaluations sont également en cours sur l'insécurité des travailleuses indépendantes et des travailleurs établis dans les zones de migration ainsi que sur le rôle des syndicats, des organisations non gouvernementales et des institutions publiques censées offrir une protection sociale à la population.

Ce projet devrait permettre d'évaluer globalement la pauvreté et l'insécurité économique dans le pays et d'aider les donateurs et la communauté internationale à collaborer avec leurs homologues nationaux. Nous apprécions le travail accompli avec nos collègues indonésiens sur un projet si ambitieux.

Le tremblement de terre de Gujarat crée de nouvelles causes d'insécurité

Au début de l'année 2001, l'Etat indien de Gujarat a été frappé par un terrible tremblement de terre, qui a laissé derrière lui des centaines de milliers de blessés et de morts et rayé de la carte une ville entière. La tragédie est intervenue juste après la conclusion de notre enquête «PSS» sur l'insécurité socio-économique des travailleuses du Gujarat. Le tremblement de terre a réduit à néant la vie de certains de nos collaborateurs.

L'enquête sur la sécurité des personnes s'est déroulée entre juin et novembre 2000 et a permis de collecter des informations détaillées sur 1200 travailleuses d'Ahmedabad et des villages environnants. En collaboration avec nos collègues de l'Institut de recherche sur le développement de Gujarat et l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA), nous procédons actuellement à l'analyse des données et nous mettons la dernière main à la réalisation d'une vidéo sur les insécurités affectant ces femmes. Bien évidemment, nous tiendrons compte des graves difficultés engendrées par le tremblement de terre.

SEWA s'active à aider les femmes qui ont perdu des parents, des amis, leur logement et tous ces réseaux qui font la différence entre la survie et la pénurie. Certaines des femmes couvertes par le projet ont perdu leur maison ou doivent porter assistance à des parents dans le besoin. Certaines d'entre elles n'ont plus aucun moyen d'existence. Mais le courage et la détermination à reconstruire leur vie dont elles ont fait preuve forcent notre admiration. Tous nos voeux les accompagnent dans ces moments difficiles.

L'enquête PSS menée au Gujarat permet de recueillir des informations sur le vécu des femmes

Dans ce numéro:

- PSS au Bangladesh 2
- Atelier sur la sécurité en matière de prestation de soins 3
- L'Afrique sur VoiceNet 3

L'étude sur la sécurité des personnes au Bangladesh

Au Bangladesh, la PSS est menée par une organisation nationale (Centre for Operations, Research and Training) en collaboration avec l'IFP/SES sur des échantillons de population vivant dans les zones rurale et urbaine. L'échantillon rural couvre 1500 ménages et il se divise de façon égale entre les zones prédisposées aux inondations et celles qui ne le sont pas.

Cette distinction est fondamentale au Bangladesh étant donné qu'une forte proportion des ménages ruraux vit en état d'insécurité dans des zones susceptibles d'êtres inondées. Le réchauffement de la planète et l'élévation du niveau des océans devraient favoriser une progression de l'insécurité à l'avenir.

L'échantillon urbain, représentatif de la capitale, Dhaka, couvre 1200 ménages choisis en majorité et de façon délibérée dans les bidonvilles et les quartiers pauvres de la ville. On a également sélectionné un échantillon séparé de 1000 travailleuses du secteur de l'habillement, vu que ce secteur est en pleine expansion au Bangladesh car il offre pour la première fois à de nombreuses femmes sans réelle éducation des opportunités d'emploi rémunérateur.

A l'instar des autres études sur la sécurité des personnes, cette PSS a pour objectif de puiser auprès des personnes concernées des informations relatives à la sécurité et l'insécurité auxquelles elles sont confrontées dans leur vie en général et leur *travail* en particulier. Elle s'intéresse aux caractéristiques des ménages, à leur sécurité de base, à la sécurité du marché du travail, à la sécurité de l'emploi, à la sécurité professionnelle, à la sécurité du maintien des compétences, à la sécurité au travail, à la sécurité de représentation, à la sécurité du revenu et à la justice sociale. Pour chaque forme de sécurité, on recueille des informations intéressant quatre aspects: i) situations et expériences concrètes; ii) connaissance et perception des situations individuelles et familiales; iii) mécanismes de gestion face à l'insécurité, et iv) normes liées à la sécurité et la justice sociale.

Le magazine *NO* et l'étude brésilienne sur la sécurité des personnes

Le magazine électronique brésilien *NO* participe à l'étude sur la sécurité des personnes que nous menons auprès de 4000 ménages vivant à Rio de Janeiro, Sao Paulo et Recife.

Du 12 mars jusqu'au 5 avril 2001, *NO* a mis chaque semaine sur son site Web (*www.no.com.br*) la version latinoaméricaine du questionnaire ainsi que d'autres questionnaires concernant l'Inde, l'Indonésie et l'Ukraine. Les personnes visitant le site sont invitées à remplir le questionnaire, dont les résultats seront communiqués de façon régulière. Chaque semaine des experts compétents sur les questions liées au travail commenteront et analyseront les résultats.

Il est également prévu de comparer les profils des groupes démographiques de répondants en vue d'établir les caractéristiques des utilisateurs d'internet relativement au reste de la population en termes de sécurité socio-économique.

Le syndicalisme et la privatisation des soins de santé en Europe de l'Est

La privatisation des soins de santé est une pratique croissante très courante dans les pays d'Europe de l'Est. Elle a des conséquences dramatiques sur la santé et la sécurité de base des travailleurs en général, et affecte la sécurité du revenu et de l'emploi des travailleurs du secteur des soins médicaux de ces pays en particulier.

En vue de répondre à une demande émanant de l'Internationale des services publics (ISP), dont les filiales dans la région sont profondément concernées par ce problème, l'IPF/SES a lancé une vaste étude relative à l'impact de la privatisation sur la sécurité du revenu et de l'emploi des travailleurs du secteur des soins médicaux. Le projet est régional et vise à analyser, conjointement avec le Bureau des activités pour les travailleurs, les principales menaces pesant sur la santé de ces travailleurs ainsi que l'action que peuvent entreprendre les syndicats pour tenter de défendre les intérêts de leurs membres au cours du processus de privatisation.

Lutte contre l'adversité

Le thème prioritaire retenu par la Commission des Nations Unies pour le développement social pour sa session de février 2001 est le renforcement de la protection sociale et la réduction de la vulnérabilité dans le cadre de la mondialisation. Le directeur du programme SES a été invité à participer à la rédaction du Rapport du Secrétaire général et il a pris part aux intenses discussions menées sur les principes et les méthodes régissant l'élaboration de systèmes de protection sociale pour les personnes ne bénéficiant d'aucune protection dans les pays en développement. Cette réunion était accueillie par le gouvernement d'Afrique du Sud.

Le Web au service de la sécurité

Afin d'affiner nos études mondiales sur l'insécurité socio-économique des personnes, nous projetons de lancer un programme expérimental sur notre site Web, en soumettant tous les mois plusieurs questions aux internautes visitant le site en vue d'alimenter notre base de données.

Les questions seront renouvelées chaque mois. Cette méthode de collecte de données n'est aucunement *scientifique* et ne prétend pas avoir cette vocation. Elle permettra plutôt d'affiner nos objectifs et nos méthodes. Nous encourageons tous ceux qui contactent le programme à nous aider en ce sens et nous nous engageons à garantir la totale confidentialité des réponses.

La PSS en Afrique

L'IPF/SES ainsi qu'une équipe de professionnels de l'Institut des études sur le développement de Dar-es-Salaam travaillent à la sélection des échantillons de ménages et des zones géographiques à couvrir lors de la mise en oeuvre de l'enquête PSS sur la sécurité des personnes en Tanzanie. Des négociations prometteuses sont également en cours en vue de réaliser des études similaires en Ethiopie, au Sénégal et au Ghana.

Conférence sur la mondialisation et les inégalités

Une conférence d'une durée de trois jours réunissant d'éminents économistes s'est déroulée à Chennai en Inde juste avant Noël. Les documents techniques soulignaient la progression de diverses formes d'inégalités et d'insécurité économique à travers le monde. Le directeur du programme a présenté un document sur les huit crises intéressant la protection sociale et menaçant la sécurité socio-économique des personnes.

La clé de la dignité passe par la sécurité en matière de prestation de soins

Le travail de prestation de soins constitue une des plus importantes formes d'activité exercées par chacun d'entre nous au cours de sa vie, qu'il s'agisse de soins prodigués aux enfants, aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou aux individus les moins nantis. Pourtant ce travail n'est pas pris en compte dans les statistiques du travail, dans la comptabilité nationale et, dans une grande mesure, dans l'élaboration des politiques de protection sociale. Cette carence systématique a perduré tout au long du 20ème siècle mais la situation a récemment fini par évoluer.

Quels types d'indemnités prévoir? Les paiements doivent-ils être versés aux bénéficiaires de soins ou aux prestataires? Comment protéger ceux qui prodiguent ces soins ou les reçoivent contre leurs insécurités respectives? Le programme s'intéresse aux réponses apportées à travers le monde à ces questions ainsi qu'à d'autres questions connexes et il a permis de mener une série d'études nationales.

Les 29 et 30 mars 2001, un groupe d'experts éminents a débattu des résultats afin de préparer une réunion de l'OIT à laquelle ont été conviés le Bureau des activités pour les employeurs et le Bureau des activités pour les travailleurs en vue de comparer l'évolution des points de vue des employeurs et des travailleurs quant à la légitimisation, la compensation et la représentation du travail de prestation de soins. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Web ou le secrétariat du programme.

Le Comité pour la réforme de la protection sociale en Afrique du Sud

Plus de six ans après la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud est toujours confrontée à une pauvreté tenace et de profondes inégalités qui figurent parmi les plus élevées au monde. Le «miracle démocratique» doit s'accompagner d'un miracle social renforçant la justice sociale. A cette fin, le gouvernement sud-africain a créé un comité sur la sécurité sociale doté d'importants pouvoirs en vue de rechercher des mesures visant à alléger la pauvreté et à réduire les inégalités. Suite au travail antérieur mené dans le pays, notre programme a été invité à participer à une analyse pendant trois jours des options politiques à Cape Town et à proposer des recommandations politiques en vue de renforcer la protection sociale et la sécurité du revenu de nombreux pauvres d'Afrique du Sud.

En Afrique, l'allégement de la dette est lié aux programmes de revenu minimum

Une initiative conjointe de l'IFP/SES et de la CNUCED est en cours en vue d'explorer la possibilité de conditionner l'allégement de la dette des pays africains les moins avancés à l'introduction de programmes de revenu minimum destinés aux femmes ayant des enfants en âge scolaire, comme le programme du Brésil relatif au revenu minimum.

Le programme brésilien de *revenu minimum* constitue un bon moyen de renforcer le statut des femmes, d'augmenter leur participation au marché du travail et de faire reculer la pauvreté, le travail des enfants et l'inégalité en matière de revenu.

Une proposition de mise en oeuvre sera présentée conjointement par l'OIT et la CNUCED lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (LDC-III) qui se tiendra à Bruxelles en mai 2001. Son acceptation permettrait de mener des projets pilotes au Mozambique et en Tanzanie.

Nous sommes heureux que cette initiative bénéficie du soutien de M. Ruben Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED et du Directeur général du BIT, M. Juan Somavia. Elle pourrait offrir à de nombreuses Africaines et à leurs enfants des moyens d'améliorer durablement leur vie.

Editorial

Le programme entre dans sa seconde année d'application marquée par une collecte intensive de données en vue de rassembler de nombreuses informations fiables sur la situation des travailleurs et des entreprises ainsi que sur les systèmes de protection à travers le monde.

Nous avons créé un vaste réseau composé de scientifiques et d'organisations compétents dans le domaine social et nous invitons toute personne intéressée à se joindre à l'effort entrepris en vue d'identifier les causes de l'insécurité des personnes et les meilleures actions politiques et institutionnelles oeuvrant au renforcement du développement à long terme de ce que nous avons appelé la *«sécurité professionnelle»*.

L'ELFS en Moldavie

En Moldavie, qui est le pays le plus pauvre d'Europe, les travailleurs et les employeurs subissent une insécurité chronique alors que s'instaure la nouvelle économie. En vue d'étudier l'ampleur et les caractéristiques de l'insécurité et donc d'inciter les entreprises et le gouvernement à prendre des mesures de renforcement de la sécurité plus nombreuses et plus efficaces, nous avons lancé une enquête(ELFS)sur la flexibilité et la sécurité du travail dans les entreprises du pays. Le travail sur le terrain s'est achevé en janvier 2001 et il a permis de recueillir des données relatives à un échantillon aléatoire de 300 entreprises. L'étude accorde une attention particulière à l'amélioration de la situation des travailleuses menacées de marginalisation et de discrimination.

L'ELFS du Vietnam

L'IFP/SES en collaboration avec l'Equipe multidisciplinaire pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est (EASMAT) doit prochainement lancé au Vietnam une enquête sur la flexibilité et la sécurité du travail dans les entreprises (ELFS).

L'Afrique sur VoiceNet

La Mauritanie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, Maurice, la Tanzanie et le Zimbabwe ont intégré le programme VoiceNet de l'IFP/SES rejoignant ainsi l'Afrique du Sud qui est le premier pays africain à avoir adhéré à ce programme. Des correspondants de chacun de ces pays travaillent actuellement à l'élaboration du questionnaire SES sur l'insécurité. En outre, des collaborateurs de certains de ces pays ont commencé à identifier les initiatives novatrices prises par des ONG et des syndicats en matière d'insécurité.

La reconceptualisation du travail constitue un des défis du 21ème siècle

Comment reconsidérer la notion de travail au cours du 21ième siècle? L'approche conventionnelle adoptée tout au long du 20ième siècle a conduit à ignorer ou sous-évaluer diverses formes de travail et notamment le travail informel, le travail de prestation de soins et le travail communautaire principalement exécutés par les femmes.

Pour revoir ce concept, le programme collabore avec WIEGO («Les femmes et l'emploi dans le secteur informel: mondialisation et organisation»), qui est un réseau de groupes de femmes issus de diverses régions du monde, à un projet visant à étudier les alternatives possibles quant à la conception et la mesure du travail. Cette collaboration a démarré avec la tenue d'un séminaire à Harvard, d'une réunion de deux jours en décembre puis d'un séminaire ouvert auquel ont participé des membres de WIEGO et de nombreux participants de l'ensemble des départements du BIT. Lors du séminaire, Guy Standing, Directeur de l'IFP/SES et Renata Jhabvala (SEWA) ont présenté chacun un document respectivement intitulés: *«Modes of Control: a labour status approach to decent work»* et *«Excluding the Majority: Workers, Producers and Categories of Employment»*. Nous sommes heureux de collaborer avec WIEGO à la mise en oeuvre de ce projet.

Atelier sur "workfare"

En septembre 2001, l'IFP/SES tiendra un atelier de deux jours sur les tendances internationales relatives aux programmes de protection sociale basés sur l'allocation conditionnelle («workfare»). La tendance générale des dernières années a été de conditionner l'aide publique à l'obligation d'accepter les propositions d'embauche ou de suivre des cours de formation.

Cette tendance soulève un certain nombre de questions liées à l'efficacité, l'équité et la dynamique du marché du travail qui sont traitées dans une série de documents techniques qui feront l'objet d'une discussion lors de l'atelier. Parmi les participants figureront des experts ayant mené des études dans divers pays membres de l'OIT.

Prochains séminaires de l'IFP/SES

5 avril: Serge Paugam, sociologue, Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique, France - «The Precariousness of Wage Workers»

19 avril: Ken Wang, Directeur, Labor Center, University of California in Los Angeles - «Organizing Migrants and Informal Workers»

10 mai: Michael Storper, géographe/économiste, University of Californie in Los Angeles / Marnes la Vallée, France - "Inequality and Low Wages: The American Case in Comparison to Europe"

Parution au printemps 2001 d'un manuel sur la sécurité au travail destiné aux travailleurs

Les conditions de travail et la voix collective de la représentation sur le lieu de travail étant menacées dans de nombreuses parties du monde, il est nécessaire d'adopter une approche basée sur la participation en vue d'encourager la collaboration entre les travailleurs, les employeurs et les chercheurs afin de contrer les risques inhérents aux lieux de travail.

Dans ce but, l'IFP/SES s'appuie sur une approche novatrice reliant la sécurité de base à la santé et la sécurité sur le lieu de travail. Reconnaissant que les travailleurs sont les mieux placés pour fournir des informations pertinentes et fiables, cette approche utilise une recherche axée sur l'action participative.

Le manuel (*Barefoot Research: A Work Security Manual for Workers*) sera publié par l'IFP/SES dans le courant de l'année 2001. Il est divisé en deux parties: la première propose des mesures pratiques à l'intention des travailleurs, des syndicats et des employeurs. Elle explique comment mener facilement une recherche sur le lieu de travail en vue d'améliorer les conditions de travail en se concentrant sur les droits des travailleurs et les conventions collectives concernant la sécurité au travail. Elle montre également comment faire de la santé et de la sécurité des instruments servant à l'organisation. La deuxième partie inclut des études de cas montrant l'utilisation efficace de cette approche dans divers pays.

Publications

Série des papier SES

- "Combining compensatory and redistributive benefits in Brazil", Lena Lavinas.
- "Socio-economic security in the context of pervasive poverty: A case study of India", K. Seeta Prabhu.
- "Employment security - conceptual and statistical issues", Sukti Dasgupta.
- "Changing employment patterns and the informalization of jobs", Lourdes Beneria.

Articles de presse

- Richard Anker (2000) "L'économie du travail des enfants: un cadre de mesure", dans Revue internationale du Travail, vol. 139, no. 3, pp 289-317.

InFocus Programme sur la Sécurité Economique-Sociale

IFP SES

Téléphone: **(+41 22) 799 6455** **http://www.ilo.org/ses**
799 8893 **ses@ilo.org**
799 7326
Téléfax: **799 7123**

Bureau Internationale de Travail, Route des Morillons 4, Geneva, CH-1211, Switzerland